ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

Première
[redacted] Circonscription de la Moselle [redacted]

METZ I

Docteur Jean KIFFER

DEPUTE SORTANT

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ,

SOUTIEN DE TOUTES LES FORMATIONS,

DU R.P.R. JUSQU'AU CENTRE GAUCHE

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour bien comprendre les objectifs de mon action politique, il faut avoir l'honnêteté d'inscrire les préoccupations de nos populations Mosellanes dans le cadre de la crise économique mondiale. En 1975, en effet, après l'affaire du pétrole et des matières premières, le monde entier a subi la plus grande secousse économique. Une redistribution des richesses a eu lieu à l'échelle du globe ; la guerre économique mondiale s'est installée. Les vieilles civilisations industrialisées sont obligées d'adapter leurs structures économiques à la profonde mutation industrielle qui a été imposée au monde entier. On s'est rendu compte brutalement que la vieille Europe est usée ; ses matières premières sont en voie d'épuisement. La France est obligée de dépenser, tous les ans, 100 milliards de devises pour importer les indispensables matières premières.

Il était déjà difficile pour un jeune Député Mosellan de s'imposer à une Assemblée Nationale installée dans des habitudes. La crise économique mondiale qui a éclaté en 1975 rendait ma tâche encore plus abrupte.

Malgré tous ces obstacles, j'ai réussi à faire entendre, sur le plan national, les problèmes de notre circonscription.

Lorsque la crise mondiale a eu comme répercussion inévitable la crise de la sidérurgie, j'étais à l'avant-garde du combat pour défendre cette industrie de base du Nord Métropole Lorraine. Jusqu'au 6 avril 1977, on ne parlait des problèmes de la sidérurgie qu'au niveau local. C'est donc à cette date que j'ai fait cette intervention passionnée et violente à la tribune de l'Assemblée Nationale. J'exprimais par là toute l'angoisse des populations de notre région qui vivaient un véritable drame. Le Ministre de l'Industrie se sentait incapable de répondre à mon intervention ; et c'est Monsieur le Premier Ministre qui a accepté un débat national sur la sidérurgie et l'inscription du drame de la Lorraine dans le cadre de la solidarité nationale.

Un plan de modernisation est en cours de réalisation. On ne peut parler de la sidérurgie sans inscrire cet outil de travail dans le cadre de la rude compétition internationale.

Un plan social a également été consenti ; il coûte des milliards à la solidarité nationale.

A partir de cette sidérurgie qui gardera sa capacité globale de production de 14 millions de tonnes d'acier, un plan de diversification industrielle consommatrice d'acier a été installé. L'automobile s'installe à Metz, Ennery et Thionville. Il faut continuer dans cette optique.

J'ai fait un bilan des biens d'équipement et des biens de consommation que la France ne peut fabriquer et doit donc importer. Il faut occuper ces créneaux industriels dans le cadre de la diversification.

Par ailleurs, il faut savoir utiliser les autres ressources naturelles de notre département, ne plus exporter à l'état brut nos produits agricoles, mais implanter dans notre région, une puissante industrie agro-alimentaire.

Il en est de même du bois. Arrêtons d'exporter nos matières brutes ! Implantons une puissante industrie du bois (pâte à papier, meubles, cellulose et autres contreplaqués, etc...). Ces deux secteurs industriels, agro-alimentaire et industrie du bois, utilisant uniquement nos propres richesses, permettraient de résoudre le chômage en quelques années.

Il faut également s'orienter vers l'implantation de laboratoires de recherches qui débouchent sur l'installation d'industries à haute technologie et à haute valeur ajoutée.

Enfin, j'ai déposé un projet de loi visant à venir en aide aux chômeurs en leur permettant de travailler dans le cadre de grands chantiers d'intérêt national.

Un tel programme réaliste et pragmatique permettra de maintenir sur place notre main-d'œuvre et nos populations, et par conséquent, ramènera un pouvoir de consommation qui relancera l'activité commerciale et artisanale.

Ainsi, face à l'entreprise de démolition de notre Société que représente le piège du défunt Programme Commun où le Parti Communiste ne cherche que la ruine de notre Société pour y implanter « l'ordre rouge », je vous propose la réforme, la rénovation et le changement dans le calme d'une Société certes imparfaite mais qui repose néanmoins sur les principes de la liberté.

Il faut des réformes de structures, administratives et économiques ; il faut libérer le citoyen de toute contrainte bureaucratique. C'est dans un cadre de chance égale que chacun pourra de nouveau s'épanouir librement. Il est vrai que notre Société subit l'héritage d'une vieille bureaucratie traditionnelle et d'une économie de dynasties. Il faut savoir secouer ces structures, débloquer cette Société figée, car seules des structures rénovées, souples, permettront une adaptation rapide pour résoudre les problèmes du redéploiement industriel et de faire face à la guerre économique mondiale.

Pour mener à bien ce combat, j'ai choisi de rester au-dessus de la boue politique en prenant comme suppléant un homme qui incarne la droiture et qui inspire le respect : le Général Charles MOREL. Issu d'un milieu modeste, il a gravi les échelons d'une carrière exemplaire au prix de sacrifices et d'engagements qui font honneur à sa personne. Officier de la Légion d'Honneur, grand Résistant, le Général MOREL illustre parfaitement le civisme et l'équité qui ont toujours guidé mes pas.

Enfin, je pense qu'il faut sortir des cadres rigides de la guerre des doctrines. Il faut quand même reconnaître que nous ne vivons pas si mal dans le plus beau pays du monde qu'est la France.

Par-dessus les dogmes, j'en appelle au bon sens de la majorité silencieuse que j'ai l'impression d'incarner si souvent en disant tout haut ce que chacun pense tout bas. En glissant votre bulletin dans l'urne, pensez aussi à l'homme, celui qui vous a toujours été fidèle et qui vous a manifesté, en toute circonstance, **UN DEVOUEMENT SANS FAILLE.**

Vu le candidat.

imprimerie marchal 54240 jœuf